

Finance participative

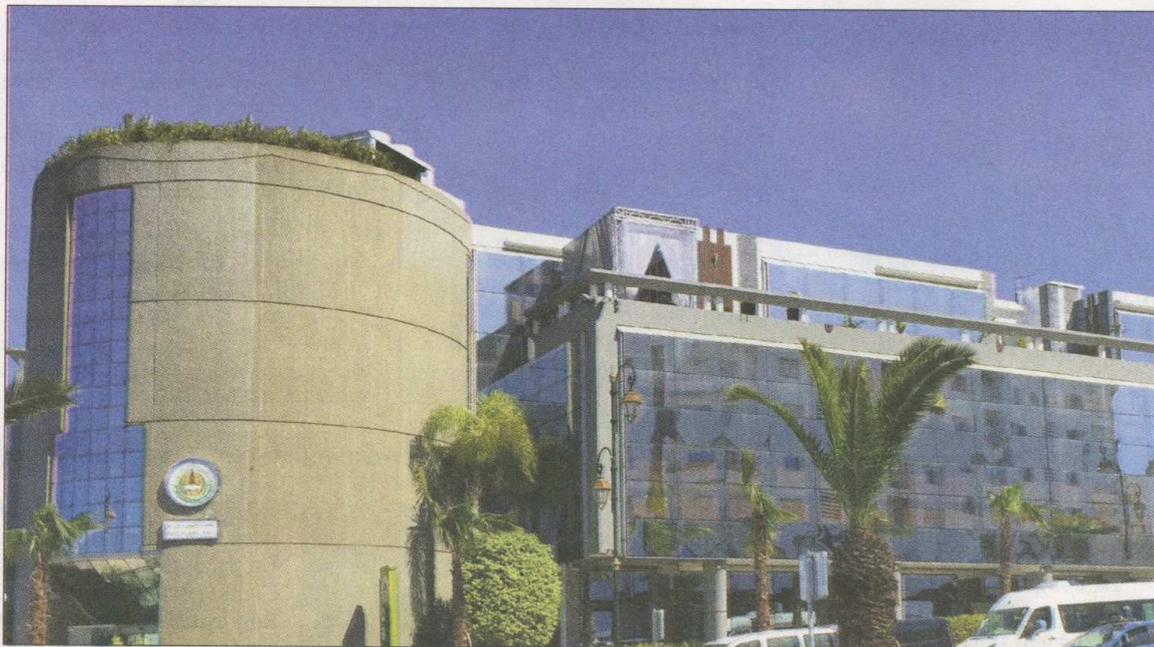
L'ICD s'implante au Maroc

• La filiale de la Banque islamique de développement ouvre en avril un bureau de représentation à Rabat

• Une augmentation de capital à 4 milliards de dollars en projet

LA Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD) joue la carte de la proximité avec le marché marocain. La filiale de la Banque islamique de développement (BID) rendra opérationnel, dès avril prochain, son 1er bureau de représentation au Maroc, 2e du continent après Dakar.

L'objectif est évidemment de disposer un pied à terre pour développer les



Avec les nouveaux textes sur le PPP, les énergies renouvelables et la finance participative, le terrain est désormais balisé pour la filiale de la Banque islamique de développement dédiée au secteur privé (Ph. BID)

opérations d'ICD sur le marché local. Si l'institution financière multilatérale est ouverte à toutes les opportunités, les secteurs de l'énergie et des infrastructures sont parmi ses priorités. Sur ces secteurs, les nouveautés et améliorations réglementaires apportées par l'Etat pour favoriser les partenariats public privé ont quasiment préparé le terrain à l'ICD. «L'ouverture de cette représentation entre dans le cadre de notre nouvelle stratégie de développement dont l'objectif est de se rapprocher des opérateurs et décideurs économiques sur le marché marocain. Nous projetons de diversifier nos implantations sur plusieurs marchés stratégiques», explique Mohamed Berrada, chef du Bureau ICD Maroc. Istanbul, sera la prochaine étape.

Au Maroc, l'ICD est aussi à l'affût des opportunités qui pourraient s'offrir à elle suite à la nouvelle réglementation bancaire introduisant la finance participative ou islamique. «L'ICD a déjà des participations dans une dizaine de banques islamiques dans la région, en partenariat avec des acteurs financiers et bancaires locaux», affirme Mohamed Berrada. L'idée est de transposer cette expertise au Maroc, maintenant que les textes le permettent. «Nous sommes en contact avec plusieurs acteurs marocains pour nous lancer sur ce segment qui recèle de grandes potentialités de croissance sur ce marché», précise le

manager. Sur le financement des entreprises, l'institution porte par ailleurs de grandes ambitions pour le segment des PME. Les petites entreprises font l'essentiel de l'économie au Maroc et dans la région. «Nous allons bientôt lancer un important fonds d'investissement dédié aux PME. Le dimensionnement géographique et financier de ce projet est en cours d'étude, mais l'idée est quasi finalisée», rassure le représentant de l'ICD à Rabat. Elle n'exclut pas, également, de proposer des lignes de financement aux banques marocaines destinées aux PME.

Si les projets sont importants, la filiale de la BID compte bien s'en donner les moyens. Une augmentation de capital devrait incessamment se concrétiser. Ce qui doublera les capacités financières de la société, de 2 milliards de dollars actuellement à 4 milliards de dollars. Le Maroc est membre de l'ICD depuis 2011. La société compte aujourd'hui 52 Etats membres. Elle a pour vocation de soutenir le secteur privé sous toutes ses formes. Elle déploie plusieurs solutions de financement, principalement sur le modèle islamique, et opère aussi en investissant directement dans le capital d'entreprise. □

S. F.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com